



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 16 janvier 2025

Le gouvernement mexicain a annoncé un total de 277 milliards de dollars d'investissements pour soutenir son Plan Mexique, visant à transformer le pays en l'une des dix premières économies mondiales d'ici 2030.

Cette somme sera allouée à des secteurs clés tels que l'industrie, les infrastructures et les technologies vertes, renforçant ainsi la compétitivité du Mexique à l'échelle mondiale. L'objectif du Plan Mexique est de renforcer la compétitivité du pays en augmentant la part du contenu national et en réduisant la dépendance aux importations.

Le projet prévoit également la création de 1,5 million d'emplois spécialisés dans les secteurs industriels, ainsi que le développement de 100 parcs industriels pour soutenir les PME. Le plan s'accompagne de mesures pour faciliter les investissements, comme la réduction du temps de traitement des démarches administratives pour les nouvelles entreprises et des incitations fiscales pour encourager les investissements dans les secteurs innovants et durables. Les autorités mexicaines estiment que ces investissements permettront non seulement de renforcer l'économie interne, mais aussi d'améliorer la position du Mexique sur les marchés internationaux, en attirant davantage de capitaux étrangers et en créant de nouvelles opportunités d'exportation.

LE CHIFFRE A RETENIR

277 Mds USD

Investissements annoncés
dans le cadre du
Plan Mexico

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'enquête de Citi sur les attentes économiques du secteur privé dévoile ses prévisions pour 2025 en matière de croissance, d'inflation, de taux d'intérêt directeur et de taux de change MXN/USD. Le taux de croissance prévu pour 2025 s'établirait à 1,0 % (contre 1,2 % précédemment estimés), marquant un ralentissement par rapport aux 1,6 % estimés pour 2024. Selon le consensus de marché, l'inflation devrait clôturer l'année à 3,91 % et l'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les biens et services dont les prix sont les plus volatiles, à 3,71 %. Le taux inflation globale resterait ainsi au-dessus de la cible de 3 % de la Banque centrale du Mexique (Banxico), qui devrait poursuivre son cycle de normalisation monétaire en 2025, avec un taux d'atterrissage prévu à 8,50 % par l'enquête de Citi. La prévision du taux d'intérêt directeur à fin 2025 a été relevée de 8 à 8,50 % depuis l'enquête de novembre, dans un contexte de risques inflationnistes en lien avec la prise de fonction de Donald Trump aux Etats-Unis le 20 janvier. Enfin, le consensus de marché estime que le taux de change du peso face au dollar devrait clôturer l'année à 20,96 MXN/USD, mais dans un contexte de fortes incertitudes et volatilité du peso, les prévisions s'échelonnent de 20 MXN/USD pour Natixis à 22,30 MXN/USD pour BNP Paribas.

Avec les risques d'une potentielle hausse des tarifs douaniers en lien avec l'arrivée de D. Trump au pouvoir, se manifestant notamment par une hausse des importations américaines en provenance de Chine en fin d'année, le Mexique pourrait tirer parti des tensions commerciales entre les deux géants économiques.

Face aux menaces de nouveaux tarifs douaniers sur les produits chinois, les importateurs américains se sont empressés d'acheter des produits en provenance de Chine avant la prise de fonction de D. Trump le 20 janvier prochain. Les entreprises ont notamment constitué des stocks de vêtements, jouets, meubles et produits électroniques afin d'anticiper l'imposition éventuelle de droits de douane pouvant atteindre 60 % selon les menaces du nouveau Président élu. En décembre, les exportations chinoises vers les États-Unis ont atteint un niveau record, avec une augmentation de 14,5 % en comparaison avec l'année précédente, soulignant la précipitation des importateurs. Selon certaines estimations, les importations en provenance de Chine ont représenté l'équivalent de 451 000 conteneurs de 12 mètres. Cette tendance pourrait offrir des opportunités aux exportateurs mexicains, qui pourraient bénéficier du remplacement des produits chinois sur le marché américain, en tirant parti de l'accord de libre-échange nord-américain et de la proximité géographique entre le Mexique et les Etats-Unis. Elle pourrait également stimuler les IDE au Mexique, certaines multinationales envisageant de relocaliser leurs activités pour éviter les tarifs douaniers. Toutefois, il est utile de rappeler que le Président élu D. Trump a également promis d'imposer des tarifs sur

les produits de nombreux autres pays, y compris ses voisins nord-américains, le Mexique et le Canada.

Le Mexique aurait accueilli 40 millions de touristes internationaux entre janvier et novembre 2024 et reçu 26,8 Mds USD (+5,7 % g.a.) de recettes touristiques en devises, un montant record pour les onze premiers mois de l'année selon l'Institut National de Géographie et de Statistiques (INEGI). Le nombre de touristes aurait quant à lui enregistré une hausse 7,7 % g.a., mais resterait inférieur à celui enregistré entre janvier et novembre 2019, avant la pandémie. Les dépenses moyennes des touristes seraient de 1 028 USD, et plus spécifiquement de 1 159 USD pour les touristes entrés par voie aérienne et de 320 USD pour les touristes rentrés par voie terrestre. A noter, le Mexique aurait pour ambition de devenir la 5^{ème} destination touristique mondiale d'ici 2030.

Sectoriel

Amazon Web Services (AWS), la division des services *cloud* d'Amazon, a annoncé un nouvel investissement d'un montant de 5 Mds USD visant à renforcer sa présence au Mexique. Cet investissement serait destiné à la construction d'un nouveau centre de données dans le pays, dans le but de créer une « *région numérique* » qui renforcera la présence d'Amazon en Amérique latine. L'infrastructure sera construite dans l'État de Querétaro, reconnu comme un important centre industriel et logistique au Mexique. Le ministre mexicain de l'Économie, Marcelo Ebrard, a précisé que cet investissement devrait donner lieu à la création d'environ 7 000 nouveaux emplois à temps plein par an. Il a également souligné que cette initiative contribuera à hauteur de plus de 10 Mds USD au PIB mexicain au cours des 15 prochaines années. Selon Paula Bellizia, directrice d'AWS pour l'Amérique latine, ce projet permettrait de moderniser et de numériser tant les autorités publiques que les micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que les grandes entreprises. Elle a en outre souligné qu'en plus des 500 000 Mexicains formés aux technologies depuis 2017, 200 000 personnes supplémentaires seraient formées dans ce domaine dans le cadre de ce nouvel investissement.

La Présidente Claudia Sheinbaum a annoncé que le pays construira sa propre voiture 100 % électrique, dotée d'une batterie au lithium nationale, conçue et fabriquée par des Mexicains, dans le cadre d'un ambitieux plan de développement technologique et d'innovation. Ce véhicule, dénommé Olinia — qui signifie « *bouger* » en langue nahuatl — a pour objectif de réduire la dépendance aux importations, de renforcer la chaîne d'approvisionnement automobile au Mexique, et de concurrencer les modèles chinois. La présidente a souligné que Olinia serait une alternative économique et durable pour le transport urbain, conforme aux normes internationales en matière de durabilité environnementale. L'usine de fabrication de cette voiture serait située dans l'État de Puebla, et le

développement technologique serait soutenu par l'Institut Polytechnique National (IPN) et le Technologique National du Mexique (TecNM).

En 2024, les ventes de véhicules chinois au Mexique ont connu une augmentation de 9,8 %, atteignant un total de 302 837 unités, représentant près de 20 % du marché national des voitures neuves. Cette croissance aurait permis à la Chine de renforcer sa position de principal fournisseur de véhicules légers dans le pays, selon les données de l'Institut National de Géographie et de Statistiques. Toutefois, cette hausse reste modeste par rapport aux années précédentes, où les ventes avaient connu des progressions spectaculaires, avec des augmentations de + 103 % en 2021, + 128,4 % en 2022 et + 51,4 % en 2023. Ces résultats témoignent de l'intérêt croissant des consommateurs mexicains pour les véhicules chinois, dans un contexte où le pays continue de diversifier ses importations automobiles. La dynamique de cette tendance pourrait stimuler des investissements chinois dans le secteur automobile mexicain et renforcer les relations commerciales avec la Chine.

Finances publiques

Les dépenses en pensions de retraites auraient absorbé près de 17 % du budget exécuté de janvier à novembre 2024, d'après le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP). Au cours des onze premiers mois de l'année, les dépenses allouées aux pensions se seraient élevées à 65,5 Mds USD, en hausse de 5,1 % en glissement annuel. Les pensions de retraite constituent l'un des postes budgétaires les plus importants pesant sur les dépenses publiques et nécessitent, d'année en année, des ressources plus importantes à mesure que la population vieillit. Selon une analyse du Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP), les dépenses de retraite pourraient atteindre 7,8 % du PIB d'ici 2030 (hors programme social prioritaire de pensions de retraite destinées aux femmes âgées). Les pensions de retraite dépassent le poste du coût de la dette, autre source de pression sur les finances publiques, qui a atteint 45 Mds USD de janvier à novembre 2024, en hausse de 4,3 % g.a. Pour rappel, le budget 2025 alloue 105,5 Mds USD aux pensions contributives et non contributives, ce qui représenterait 6 % du PIB et absorberait 23,5 % des dépenses publiques.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	16/01/2025
Bourse (IPC)	-0,11%	-8,86%	50 028,19 points
Change MXN/USD	1,76%	20,33%	20,78
Change MXN/EUR	1,71%	13,46%	21,43
Prix du baril mexicain	7,60%	0,06%	74,20

Amérique centrale

Costa Rica

Selon l'Office de promotion du commerce extérieur (Procomer), 16,5 % des produits importés par le Costa Rica durant les 10 premiers mois de 2024 proviendraient de Chine. L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre le Costa Rica et la Chine en 2011 aurait permis de dynamiser les échanges. Selon le registre de Procomer, jusqu'en octobre 2024 les principaux produits importés de Chine étaient les voitures, les textiles, vêtements et chaussures, les smartphones, les produits en fer et en acier. Les principaux produits exportés sur la même période seraient le matériel médical (aiguilles, cathéters, canules, appareils d'électrodiagnostic et autres dispositifs), le bœuf, les agrumes, les jus et concentrés de fruits, les déchets de cuivre, le café.

La production costaricienne mesurée par l'Indice mensuel d'activité économique¹ (IMAE), aurait enregistré une croissance de 4,5 % g.a. en novembre 2024, selon la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Six secteurs seraient responsables de cette croissance : l'industrie manufacturière, la construction (+12,1 % g.a. en novembre 2024), les services professionnels, les transports, les services financiers, l'éducation et les services de santé. Les entreprises dépendant du régime spécial des zones franches auraient enregistré une croissance de 13 % g.a. en novembre dernier, tandis que les entreprises du régime définitif, c'est-à-dire celles assujetties à l'impôt, auraient enregistré une croissance annuelle de 3,6 % g.a. au cours du même mois.

El Salvador

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu à la baisse sa prévision de croissance 2024 pour le Salvador à 3 %, contre une prévision de 3,5 % en août dernier. La Fondation nationale pour le Développement (Funde) avance pour sa part une prévision de 2,7 % à 2,8 %, en particulier en raison d'une croissance des envois de fonds (*remesas*) inférieure aux anticipations (avec +1,7 % sur les dix premiers mois de l'année par rapport à 2023) et une baisse en valeur des exportations (-1,9 % sur cette même période). Pour l'heure, la Banque centrale (BCR) maintient une prévision de 3,5 % à 4 %.

La Ley General de Minería Metálica, approuvée par l'Assemblée législative et validée par le président Bukele le 23 décembre, a été publiée au Journal officiel le 10 janvier. Cette loi autorise l'Etat salvadorien à mener des activités liées à « *l'étude, la prospection, l'exploration, l'exploitation et l'extraction de substances minières métalliques* », interdites depuis 2017. Selon le communiqué de l'Assemblée, l'exploitation des ressources du pays en « *or, lithium, cobalt et nickel* » est de nature à « *accroître la qualité de vie des Salvadoriens* », « *stimuler le développement économique* » et « *développer l'emploi* ». Selon la députée Elisa Rosales, le pays disposerait de « *la plus forte densité de gisements d'or par kilomètre carré au monde* ».

Guatemala

Les envois de fonds (*remesas*) vers le Guatemala se seraient accrus de 8,6 % en 2024 par rapport à 2023 pour atteindre le montant record de 21,51 Mds USD, selon le Banque centrale (Banguat). A l'échelle du continent, le pays serait aujourd'hui le deuxième bénéficiaire de *remesas* après le Mexique. Ces envois, dont le montant a quasiment doublé depuis 2020 (année au cours de laquelle ils s'étaient élevés à 11,34 Mds USD), représentent aujourd'hui 20 % du PIB et constitueraient la principale source de revenus d'au moins un tiers des foyers guatémaltèques.

¹ Croissance de la production associée à la demande intérieure

La Commission Economie et Commerce extérieur du Congrès a émis le 13 janvier un avis favorable au projet de réforme de la loi Anadie (*Ley de Alianzas para el Desarrollo de Infraestructura Económica*) de 2010, qui encadre les partenariats public-privé. Cette réforme vise à permettre la multiplication de PPP « dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'éducation, de l'électrification, des télécommunications et des transports », grâce notamment à un « assouplissement des processus d'approbation des projets » et à un « accroissement des moyens alloués à l'Agence nationale des Alliances pour le développement des infrastructures économiques (Anadie) pour structurer les nouveaux projets d'infrastructures ».

Honduras

La présidente Xiomara Castro a indiqué, lors de la présentation de ses vœux pour 2025, qu'elle attendait pour l'année prochaine « une croissance de 3,5 % à 4,5 % » grâce en particulier à « l'adoption par la Banque centrale de politiques appropriées sur le marché des changes ». Mme Castro a toutefois souligné les « risques et les défis internationaux auxquels le Honduras sera confronté en 2025 », en particulier « les politiques protectionnistes des États-Unis et de l'Europe », « l'augmentation des taux d'intérêt et les restrictions de crédit, tant au niveau national qu'international », « les politiques migratoires », « un éventuel ralentissement de l'économie américaine qui affecterait la demande extérieure » et « la récurrence de phénomènes météorologiques extrêmes ».

Nicaragua

Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), le pays aurait enregistré en 2024 une inflation de 2,84 %, plus faible taux depuis quatre ans, très inférieur à ceux enregistrés en 2023 (5,60 %), 2022 (11,59 %) et 2021 (7,21 %). La Banque centrale attribue ce résultat à « des politiques fiscales, monétaires et de change en faveur de la stabilité des prix, ainsi que de la décélération de l'inflation internationale », et attend en 2025 « un maintien de cette tendance à la baisse du taux d'inflation, favorable à la stabilité macroéconomique du pays et au pouvoir d'achat de la population ». Elle prévoit par ailleurs, pour 2024, une croissance comprise entre 3,5 % et 4,5 %.

Panama

L'aéroport international de Tocumen (Aitsa) prévoirait un plan d'investissement de l'ordre de 70 M USD pour 2025, afin de continuer à améliorer ses infrastructures. L'aéroport vise à accueillir 20 millions de passagers en 2025, soit un million de plus qu'en 2019. Un agrandissement du terminal 2 est envisagé, avec

l'ajout de 8 à 10 portes pour répondre à la demande croissante, notamment celle de COPA Airlines, qui représente 90 % des opérations à Tocumen. L'aéroport espère aussi attirer de nouvelles compagnies aériennes comme Qatar Airways ou Air China. De plus, le lancement de l'appel d'offre pour la concession des aéroports de Rio Hato, David et Colon (propriétés de Aitsa) devrait être lancé en milieu d'année 2025. La décision concernant la concession de l'aéroport de Tocumen devrait dépendre des études réalisées par la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). Lors d'une conférence récente organisée par le quotidien *La Prensa*, le CEO de Copa Airlines estime que la mise en concession à un opérateur international de l'aéroport de Tocumen ne serait, à ce stade, pas nécessaire du fait de son « autosuffisance ». Il reconnaît cependant la possibilité de réfléchir à d'autres modèles de gestion pour apporter plus d'agilité et de compétitivité.

Copa Airlines envisage la création de 3 000 emplois directs et anticipe la génération de 30 000 emplois indirects supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Cela s'inscrit dans la stratégie gouvernementale d'augmenter d'un million le nombre de touristes au Panama sur la même période (jusqu'à 3 millions). Selon le CEO de la compagnie aérienne, plus de deux millions de touristes seraient entrés dans le pays en 2024, dont 60 % grâce à Copa Airlines. Le développement du programme *Stopover* qui permet aux voyageurs de faire escale au Panama ainsi que l'ouverture de deux lignes supplémentaires devrait attirer plusieurs centaines de milliers de passagers, notamment depuis l'Europe. La compagnie aérienne devrait augmenter ses capacités pour répondre à cette demande et attend une livraison de 57 avions Boeing sur 5 ans, d'une valeur catalogue de 8 Mds USD.

Début décembre 2024, le métro de Panama a clôturé les négociations de l'avenant au contrat du consortium de BTP coréen HPH liées à l'incorporation de la section souterraine de ligne 3 du métro de Panama, d'un coût estimé à 765 M USD. Cet ajout d'un tunnel de 6 km entre Balboa et la station Panama Pacifico, porte le coût actuel du projet à 3,99 Mds USD. Le métro de Panama et le consortium coréen *HPH Joint Venture* (composé des sociétés *Hyundai Engineering & Construction* et *Posco E&C*) ont convenu de diviser les travaux en deux phases pour séparer la livraison de chacun des segments (aérien et souterrain). La première phase à l'ouest du canal de Panama entre Panama Pacifico et Ciudad del futuro devrait être terminée d'ici avril 2027, tandis que la deuxième phase (le tracé sous le canal jusqu'à la station Albroom à l'est du canal) d'ici octobre 2028. Le coût actuel de la ligne 3 dépasserait l'investissement destiné aux deux premières lignes du métro et à leurs extensions. La ligne 1, vers Villa Zaíta, aurait coûté 2,2 M USD, tandis que la ligne 2, avec la connexion avec l'aéroport international de Tocumen, aurait coûté environ 2,13 M USD.

Caraïbes

Barbade

Selon le FMI, la dette publique de la Barbade s'élèverait à 7,4 Mds USD fin septembre 2024 mais resterait soutenable malgré des incertitudes élevées. La dette publique devrait atteindre 60 % du PIB d'ici 2035 grâce à des excédents budgétaires primaires élevés et un retour au potentiel de croissance autour de 2 % g.a. à moyen terme, soutenu par des réformes structurelles. Selon l'organisation, la Barbade fait face à des risques majeurs liés aux effets du dérèglement climatique et aux ralentissements économiques. Ces défis seraient cependant partiellement atténués par des réformes fiscales, le soutien du FMI et un calendrier de remboursement favorable. Pour renforcer la durabilité de sa dette, le pays envisage de mettre en place un programme de conversion de la dette pour le climat, réduisant les coûts de service de la dette tout en finançant des initiatives environnementales.

Cuba

Le gouvernement cubain accorde le droit d'exploitation des terres à des investisseurs étrangers. Par une décision inédite les autorités cubaines ont annoncé la cession de terrains agricoles à une entreprise vietnamienne pour développer la production de riz. La mesure, qui concerne pour l'instant 308 hectares situées dans la province de Pinar del Rio, pourrait potentiellement atteindre les 5 000 hectares. Cette initiative sans précédent s'accompagne également de nouvelles politiques visant à encourager l'investissement étranger, parmi lesquelles le recrutement direct de la main d'œuvre locale constitue une véritable nouveauté dans le pays. Dans le cadre de ce projet pilote, d'une durée de trois ans, le Vietnam contribuera avec l'apport d'intrants nécessaires à la production, y compris des graines de variétés hybrides qui permettront de diviser par cinq la quantité à utiliser par hectare. En contrepartie, Cuba mettra à disposition des machines agricoles. L'un des principaux objectifs du projet est d'augmenter les rendements par hectare. En effet, les responsables prévoient l'obtention de 7 tonnes par hectare (TM/ha), ce qui dépasse largement les chiffres actuels d'environ 1,7 TM/ha. Cuba et le Vietnam ont développé un partenariat de longue date dans le secteur agricole. Au cours des dernières années, le pays asiatique a participé à huit projets majeurs axés sur l'aquaculture et la culture de céréales, particulièrement sur la production de riz. Cette dernière est bien en dessous de la demande locale : seulement 27 900 tonnes ont été produites en 2023 contre une demande estimée à 700 000 tonnes pour couvrir la consommation de la population. D'après les statistiques, entre 2018 et 2023 la production de riz à Cuba s'est contractée de 90 %.

Les États-Unis retirent Cuba de la liste noire des pays soutenant le terrorisme. Le président Joe Biden a décidé, mardi 14 janvier, de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme. Cette décision, rendue officielle dans un mémorandum

publié par la Maison Blanche, est considérée comme un « geste », qui devrait encourager la libération d'un nombre important de prisonniers politiques. Le président démocrate a également suspendu pour six mois l'application du titre III de la Loi Helms-Burton permettant de poursuivre devant les juridictions américaines des personnes profitant de biens expropriés à Cuba. Ces décisions politiques inattendues interviennent moins d'une semaine avant la prise de fonction de Donald Trump. En 2021, quelques jours avant de céder le pouvoir à Joe Biden, l'ancien et désormais futur président républicain avait pris la décision exactement inverse, celle de placer Cuba sur cette liste où figurent aussi la Corée du nord, l'Iran et la Syrie.

Haïti

Selon l'Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI), une reprise économique pourrait se profiler en 2025 malgré le contexte politique et sécuritaire dégradé. Dans le Plan d'investissements du RCIA (Évaluation Rapide de l'Impact de la Crise Sécuritaire en Haïti), il est en effet prévu une enveloppe de 1,35 Md USD pour répondre aux besoins immédiats durant les deux prochaines années, dont 34 % (450,2 M USD) dédié à l'investissement pour la remise en état des infrastructures. Cependant, l'économie haïtienne souffre toujours de déficits structurels et les contraintes conjoncturelles provoquées par la crise sécuritaire sont tellement imposantes qu'elles éclipsent les causes profondes des vulnérabilités économiques.

Jamaïque

Selon l'Institut statistique de la Jamaïque (Statin), le PIB se serait contracté de 3,5 % au troisième trimestre 2024, principalement du fait des conséquences du passage de l'ouragan Beryl en juillet de la même année. Les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ainsi que des mines et carrières auraient été particulièrement touchés. Les pluies abondantes et le vent auraient endommagé les cultures, perturbé la récolte, retardé les semis et causé des dommages importants à l'une des principales usines productrices d'alumine. De plus, le tourisme aurait baissé de 6,1 % au cours du trimestre. Selon la Statin, la contraction de l'économie pourrait se poursuivre jusqu'en mars 2025.

République Dominicaine

Selon les dernières données de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), les flux de remesas auraient atteint 10,6 Mds USD en 2024, en hausse de 5,9 % par rapport à 2023. La bonne performance économique des États-Unis a été un facteur déterminant dans le comportement des transferts de fonds, avec environ 80 % des flux provenant de ce pays. La BCRD estime également que, sur l'année 2024, les revenus du secteur du tourisme dépassent 10,6 Mds USD, que les

flux d'IDE sont supérieurs à 4,5 Mds USD, couvrant ainsi le déficit courant, que les exportations des zones franches sont d'environ 8,5 Mds USD et que les exportations « intérieures » (hors zones franches) dépassent 5,4 Mds USD. Ces recettes de devises atteindraient ainsi environ 43,6 Mds USD, contribuant à maintenir la stabilité relative du taux de change (à fin 2024, la monnaie nationale ne s'est dépréciée par rapport au USD que de 5,0 % par rapport fin 2023).

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Au 30 septembre 2024, la dette publique de Saint-Vincent aurait atteint 1,03 Mds USD, soit une augmentation de 16,9 % par rapport à la même période en 2023. Selon le ministère des Finances, la dette intérieure totale aurait augmenté de 28,2 % par rapport à 2023, atteignant 301,8 M USD. La dette extérieure, quant à elle, s'élèverait à 755 M USD, enregistrant une augmentation de 12,9 % sur un an.

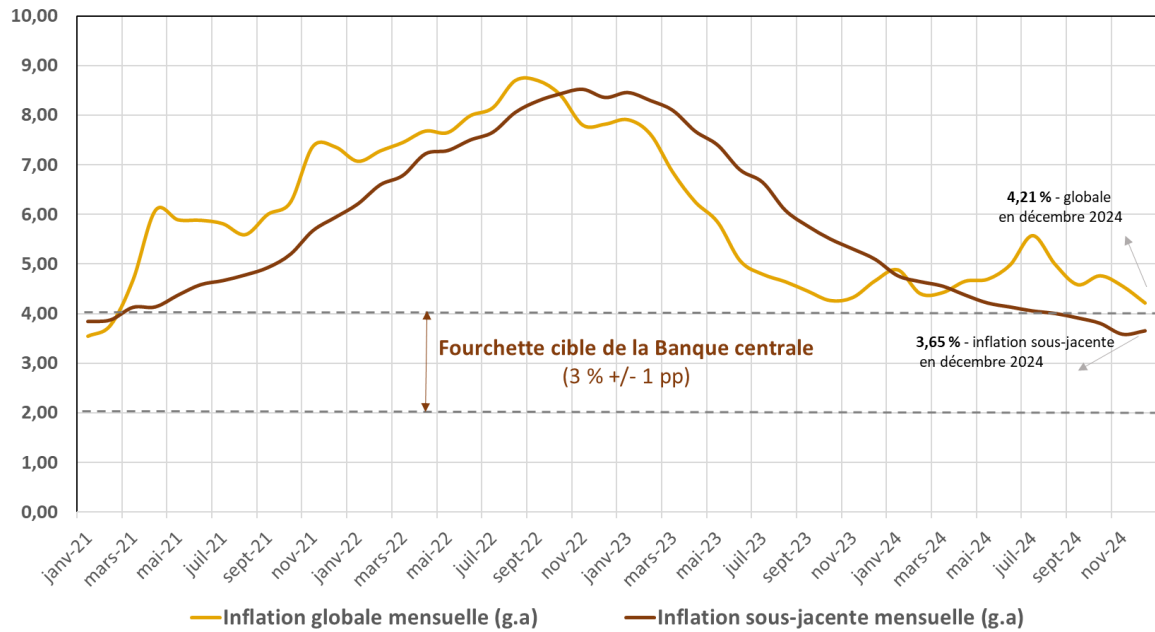
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,00%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9%	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

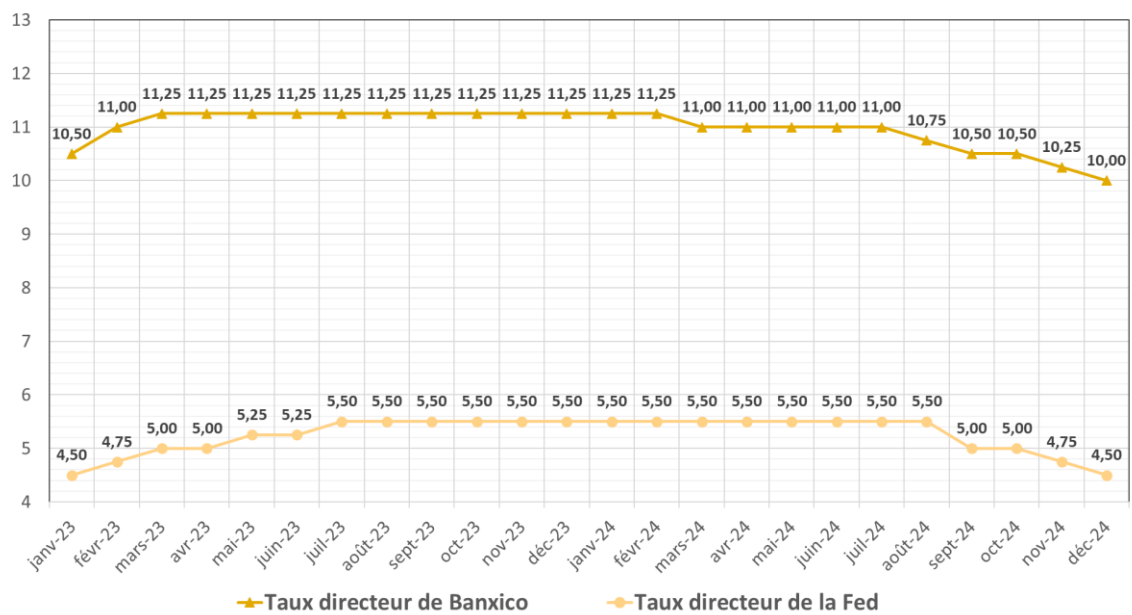
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

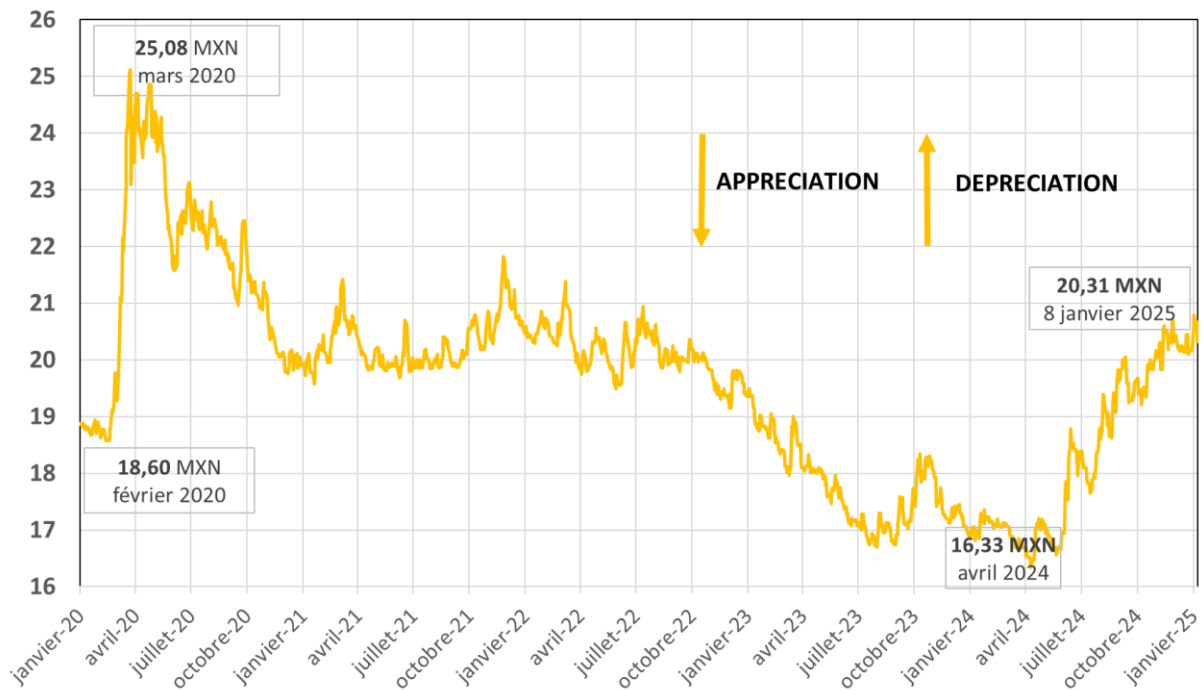


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

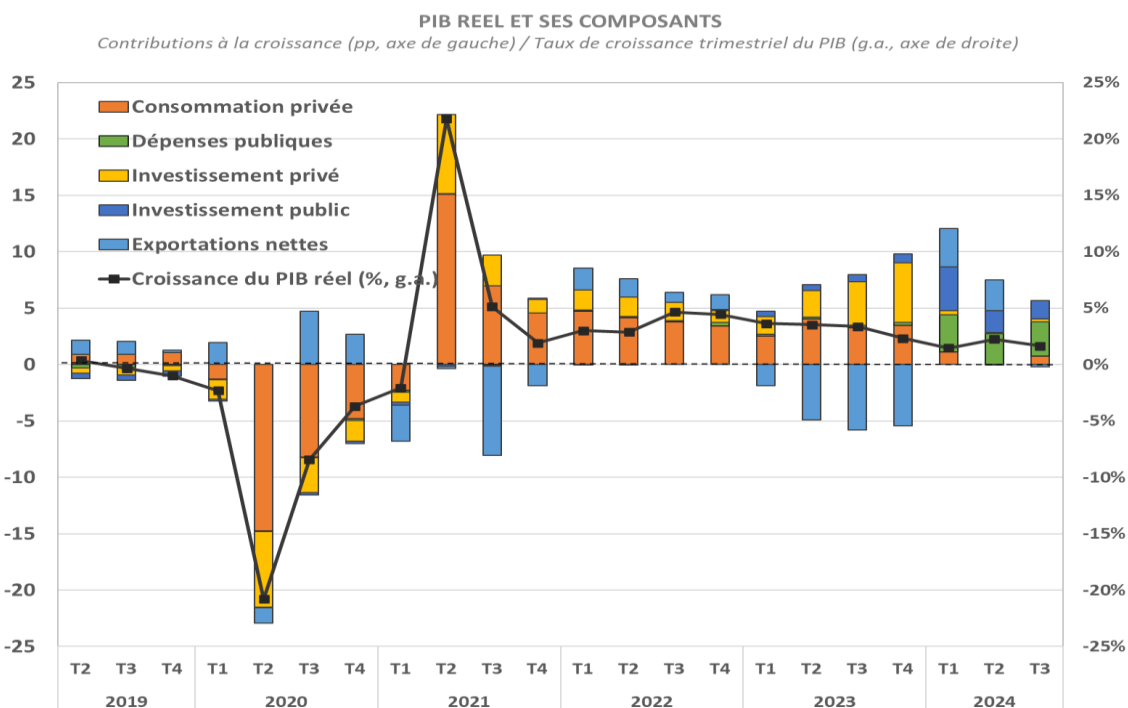
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

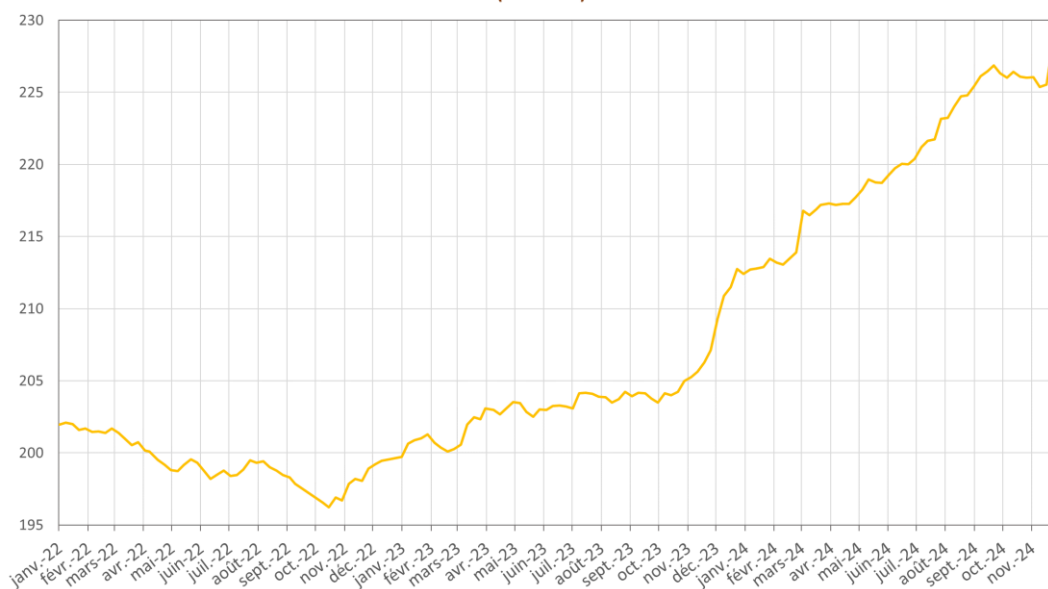


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr